

Stéphane Montangero, Député PS au Grand Conseil vaudois

Quand un verdict populaire ne sert à rien... Non prise en compte de la votation vaudoise / Missachtung der Abstimmung in der Waadt

La parole prononcée fait foi.

Le 29 novembre dernier, sur 198'304 citoyennes et citoyens vaudois qui s'exprimaient, 122'465, soit 64,35% répondaient NON à la question : « Acceptez-vous que le Canton de Vaud donne un préavis favorable à la demande de suppression de la limitation dans le temps de l'autorisation d'exploitation de la centrale nucléaire de Mühleberg déposée le 25 janvier 2005 auprès du Conseil fédéral par l'entreprise BKW FMB Energie SA ? ».

Près de 65% des votants ont estimé qu'il n'était pas question que la centrale de Mühleberg puisse continuer de fonctionner après 2012, et ce alors que plusieurs observateurs estimaient que les chances du non étaient limitées, ce d'autant plus que les partisans de Mühleberg avaient des moyens financiers importants, les Forces Motrices Bernoises (FMB) ayant par exemple mis à disposition de la campagne pas moins de CHF 500'000.-. L'importance de cette somme investie dans la campagne de votation vaudoise pouvait laisser supposer que le résultat du vote serait un signal quasi capital. Il n'en fut rien, le vote de la population vaudoise n'a visiblement pas été pris en compte. Au vu du montant investi, on peut toutefois se demander si, en cas de résultat inverse, la même décision n'aurait pas été motivée en argumentant fortement sur le respect du résultat du vote populaire.

Il convient de rappeler pour quelles raisons les vaudois sont concernés : Mühleberg est à une quinzaine de kilomètres du canton de Vaud, soit quasi à côté. Par ailleurs, les villes de Morges, Lausanne, Vevey, Yverdon ou encore Montreux se trouvent toutes dans un rayon de moins de 100km de la centrale. C'est donc une bonne partie du territoire vaudois qui est près de pâtir de chaque accident/incident de cette centrale. En cas d'accident majeur, le canton de Vaud serait ainsi en première ligne. C'est ainsi une épée de Damoclès qui est suspendue là, en permanence, sur la tête de population, mais également de toute l'industrie.

Le vote du peuple vaudois n'a visiblement pas pesé lourd face au lobby et aux moyens des promoteurs de Mühleberg et, plus largement, de l'énergie nucléaire. La seule suite possible réside dans le soutien de l'action juridique menée par les recourants issus des zones de risques 1 et 2, dont la légitimité ne peut être contestée, devant le Tribunal fédéral administratif. Cette action est capitale. Mais elle peut être longue. Et surtout s'avérer très coûteuse. Or, nous n'avons pas le demi million que les FMB ont mis dans la campagne pour défendre des droits légitimes. Il nous faut donc trouver des moyens financiers par un autre biais et nous sommes persuadés que les petits ruisseaux peuvent faire les grandes rivières.

C'est pourquoi nous lançons solennellement cet appel à rejoindre massivement le comité de soutien. Ainsi, nous souhaitons vivement que toutes les Vaudoises et tous les Vaudois qui veulent que leur vote soit pris plus au sérieux rejoignent le comité ! Pour qu'un nouveau jour se lève sur sol vaudois, sans la menace d'un accident majeur juste à côté, à Mühleberg.